

Lettre ouverte du Copaf (Collectif pour l'avenir des foyers)

**aux décideurs, Ministères de l'Intérieur et du Logement,
Préfecture du 92, Maire de Boulogne,
Antin résidences (propriétaire), Coallia (gestionnaire)**

Nous attendions de vous un peu plus de bienveillance et d'empathie pour toutes les victimes de l'incendie criminel déclenché dans la nuit du 15 au 16 décembre dans le foyer 21 rue Nationale à Boulogne : un mort, quatre blessés graves dont un très grièvement, une dizaine de résidents intoxiqués, leurs familles et l'ensemble des résidents traumatisés, sous le choc mais aussi en colère. Car cet acte odieux les visait précisément, eux, les travailleurs immigrés de ce foyer.

Mis à part le responsable d'Antin Résidences, aucun ministre, aucun responsable, aucun maire, aucun DG n'a fait le déplacement...

Pourtant c'est vous qui portez la responsabilité du contexte malsain dans lequel vous faites vivre les résidents de ce foyer : fermeture par Coallia avec l'aide de la police de la cuisine collective alors qu'un processus de mise aux normes aurait dû être entamé, fermeture brutale qui a déclenché une grève des redevances ; manque de travaux pourtant très nécessaires par Coallia et Antin Résidences et insuffisance de l'entretien et de la maintenance ; encerclement du foyer par un quartier nouveau d'immeubles de standing et déclaration du maire manifestant sa volonté de chasser les résidents de la rue Nationale ; mensonges et calomnies du Ministère de l'Intérieur visant à rendre les résidents responsables de leur drame...

Qui sont ces travailleurs présents à Boulogne dans ce foyer depuis 1974 ?

- des travailleurs qui se lèvent tôt et qui travaillent sur des postes difficiles et souvent dangereux désertés par les jeunes nés ici, le bâtiment, le nettoyage, la restauration ...
- des travailleurs qui ayant laissé leurs familles au pays épargnent non seulement pour subvenir à leurs besoins mais se regroupent en associations pour initier et financer des projets de développement dans leurs régions d'origine et qui ont ainsi permis de construire des milliers d'écoles, de dispensaires et maternités, de forages, de barrages et d'adductions d'eau, de jardins maraîchers... beaucoup plus que ce que permet l'Aide Publique au Développement.
- des résidents qui acceptent de vivre dans de tout petits espaces privatifs à la condition d'avoir des espaces collectifs, un petit bar, des salles de réunion, des espaces de rencontre et de convivialité et surtout une cuisine collective ; loin d'être un « restaurant clandestin » cette cuisine existe depuis le début, faite avec l'accord du propriétaire et du gestionnaire, tolérée pendant 40 ans, fonctionnant au vu et au su de tous, même certains policiers venaient y acheter un plat !
- des résidents qui vivent dans des conditions de logement plus que médiocres (le gestionnaire a installé des détecteurs de fumée 4 jours après le drame !, la sécurisation des portes n'a jamais été faite, personne n'a entendu une seule alarme incendie après le départ de feu...) et qui réclament le minimum : le respect de leur vie privée, l'obligation de garder une vie collective et solidaire, l'urgence d'établir une vraie concertation sur l'avenir du foyer ...

Que récoltent-ils ? un incendie criminel ; un mort ; des mensonges et des calomnies ; des réactions de mépris ; la volonté de les punir de faire grève

Nous vous demandons :

- le relogement des résidents gênés au niveau respiratoire et la réhabilitation de leur logement, la sécurisation du foyer... tout ceci en **CONCERTATION ÉTROITE** avec le comité de résidents. Une intervention claire de Coallia montrant un vrai respect et une vraie empathie avec les résidents logés dans ce foyer.
- l'ouverture et la poursuite diligente d'une enquête pour trouver le ou les coupables de l'incendie.
- le changement de cap du gestionnaire, de la Mairie et de l'État pour que des négociations respectueuses puissent s'engager avec le comité de résidents sur l'avenir du foyer, la réouverture d'une cuisine collective et sur la bonne intégration du foyer dans son quartier.
- une politique de logement des travailleurs vivant loin de leur famille respectueuse de leurs demandes, à savoir le droit à garder un mode de vie collectif et solidaire ; le droit **ENTIER** à la vie privée ; les droits et garanties des locataires ; de vraies compétences pour les comités de résidents. **En clair, des résidences « sociales » spécifiques pour travailleurs vivant loin de leur famille conçues avec eux et pour eux et la réhabilitation des foyers de Boulogne Billancourt vers des structures de ce type permettant de reloger dignement l'ensemble de leurs occupants.**

Dans un climat politique où certains trouvent leur intérêt à appuyer la création d'une hystérie anti-immigrés et anti-réfugiés, les foyers et résidences sociales des travailleurs deviennent des cibles potentielles qu'il faut protéger.

Il faut que toute la lumière soit faite sur cet incendie, y compris sur les raisons qui amènent des criminels à cibler ce foyer.

Paris, le 23 décembre 2016

Copaf site copaf.ouvaton.org copaf@copaf.ouvaton.org